

- Membres théoriques :  
17  
- Membres en exercice :  
17  
- Membres présents :  
10  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR DU  
REGLEMENT OPERATIONNEL (RO)**

Le 17 juin 2016, le conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 03 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

**Suppléante**

Mme Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Luc TACONNET, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

**IV. Pouvoirs :**

M. Luc LEMONNIER à M. André GAUTIER,

M. Michel LEJEUNE à Mme Blandine LEFEBVRE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Mme Sophie ALLAIS,

Mme Agnès FIRMIN LE BODO à Monsieur Sébastien TASSERIE.

**Étaient absents excusés :**

Mme Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU-RAINOT, Florence DURANDE, Chantal COTTEREAU.

MM. Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine Samuel PERDRIX – représenté, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Le Règlement opérationnel a été arrêté par la préfète le 27 janvier 2016.

### **Un Règlement opérationnel évolutif**

L'organisation et la distribution des secours dans le département reposent sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et sur le Règlement opérationnel (RO). L'adoption de la mise à jour du Sdacr entraîne la révision concomitante du RO. Cette révision porte sur les items suivants.

### **Évolutions du territoire**

#### *Les nouvelles communes*

Le territoire de la Seine-Maritime a connu une évolution avec la création de six communes nouvelles au 1er janvier 2016.

Cette évolution conduit à considérer les anciennes communes comme des quartiers de la nouvelle commune d'appartenance et à adapter le plan de déploiement de chaque commune en conséquence.

### **Le regroupement des centres Eu, Le Tréport et Étalondes**

Le regroupement des centres précités et la nouvelle dénomination du centre « Les Prés Salés » imposent la mise à jour d'une grande partie des annexes du RO, notamment :

- le plan de déploiement départemental,
- les tableaux des potentiels opérationnels journaliers (POJ),
- la dotation des matériels,
- le règlement de doctrine des spécialités,
- la chaîne de commandement,
- l'ensemble de la cartographie associée.

### **L'ajustement du plan de déploiement départemental (PDD)**

Dans le respect des principes du Sdacr qui reposent sur les notions d'efficience (priorité au centre le plus proche) et d'efficacité (priorité aux délais d'intervention) pour assurer une réponse opérationnelle optimale et pérenne dans l'intérêt de la victime, le plan de déploiement départemental annexe 11 est ajusté afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- les écarts constatés entre le délai théorique du système d'information géographique (SIG) et la réalité de terrain,
- la mise en adéquation de la réponse opérationnelle sur le sud de l'agglomération rouennaise,
- la révision des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM) avec les Sdis de la Somme et de l'Oise.

### **Répartition qualitative des potentiels opérationnels journaliers**

Correction d'une erreur matérielle identifiée dans le tableau annexe 6 page 18, présentant les compétences attendues en fonction de l'effectif du POJ à quatre.

### **L'adéquation des moyens opérationnels**

Mise à jour de l'annexe 7 relative à la dotation en engins des centres d'incendie et de secours consécutive au regroupement des centres d'Eu, Le Tréport et Étalondes, et à la dotation du centre de Rouen Sud d'une ambulance bariatrique.

## **Un contexte national et international de menaces d'attentats multi sites**

L'évolution du contexte attentat nécessite la création d'un code sinistre spécifique « assistance attentat » dont le départ réflexe est constitué d'un groupe d'intervention départemental secours à personnes qui sera complété en fonction du type et du contexte de l'attentat par des moyens complémentaires de sauvetage et de traitement de nombreuses victimes (NOVI) tels que définis en annexe 16 du RO « groupes d'intervention départementaux ».

De plus, les annexes suivantes sont modifiées.

**Annexe 1 - les conventions opérationnelles** : prise en compte du désengagement du Grand port maritime de Rouen (GPMR),

**Annexe 2 - échelon de reconnaissance et d'évaluation** : faire référence à l'astreinte risques chimiques et radiologiques de niveau 4 (Rch4-Rad4) en lieu et place de l'officier d'astreinte « anticipation risques technologiques »,

**Annexe 3 - établissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE** : mise à jour de la liste suite au changement de nom de certaines entreprises,

**Annexe 5 - mode d'organisation des centres d'incendie et de secours** : prise en compte du regroupement des centres Eu, Le Tréport et Étalondes et de la nouvelle dénomination du centre. Ajout d'une précision en index (page 4) relative à l'application les jours fériés, du mode d'organisation du centre identique au week-end,

**Annexe 6 - objectifs de potentiel opérationnel journalier** : prise en compte du regroupement des centres Eu, Le Tréport et Étalondes et de la nouvelle dénomination du centre. Modification du nombre de centres (79). Mise à jour du tableau de la répartition qualitative des potentiels opérationnels journaliers pour un POJ de 4,

**Annexe 7 - dotation des centres d'incendie et de secours** : prise en compte du regroupement des centres Eu, Le Tréport et Étalondes et de la nouvelle dénomination du centre, de l'affectation d'une ambulance bariatrique sur le centre Rouen-sud. Mise à jour du tableau global des moyens du Sdis,

**Annexe 10 - règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques** : prise en compte du regroupement des centres Eu, Le Tréport et Étalondes et de la nouvelle dénomination du centre et mise à jour des cartes de répartition des équipes spécialisées,

**Annexe 11 - plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> appel** : intégration de l'ensemble des évolutions liées aux nouvelles communes, au regroupement des centres Eu, Le Tréport et Étalondes et de la nouvelle dénomination du centre, et à la révision des CIAM,

**Annexe 13 - règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale** : prise en compte du regroupement des centres Eu, Le Tréport et Étalondes et de la nouvelle dénomination du centre. Mise à jour des cartes. Adaptation des engagements de moyens de commandement par le retrait du kit Lola pour le groupe commandement PC de colonne,

**Annexe 14 - effectifs minimaux des engins de secours** : ajustement et adaptation des limites d'actions en fonction du type d'intervention,

**Annexe 15 - liste des départs types** : adaptation de l'ordonnancement, ajustement des moyens et des codes sinistres (prise en compte du contexte attentat), correction d'erreurs matérielles.

**Annexe 16 - groupes d'intervention départementaux** : correction des types d'engins par les concepts d'engin (ex : Fourgon pompe tonne FPT par engin pompe EP).

\*

\*\*

L'ensemble des mises à jour intégrées dans le document source RO et ses annexes, abroge la version V0.

L'adoption de la mise à jour du RO (version V0.1) conduit à abroger les délibérations et les actes en découlant.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, les avis suivants ont été recueillis :

- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours s'est prononcée le 14 juin 2016 avec avis favorable à la majorité absolue,
- le comité technique s'est prononcé le 15 juin 2016 avec avis défavorable à la majorité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration,
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est prononcé le 15 juin 2016 avec avis favorable à l'unanimité.

\*

\*\*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration émettent un avis favorable à l'unanimité.*

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

